

d'exécution du gouvernement actuel, celle que je craignais le plus était une réaffirmation de la doctrine isolationniste de Mackenzie King. Je pourrais être tenté de mettre à profit, politiquement parlant, ce changement d'orientation apparent, mais je ne le ferai pas.

Des voix: Oh, oh!

M. Macquarrie: Par contre, je dirai au ministre, si les députés libéraux de l'arrière-ban me le permettent, qu'au lieu de parler de conversions de la dernière heure, mes collègues et moi appuierons de toutes les manières possibles tout effort en vue de faire de l'OTAN un organisme international plus utile et plus efficace.

J'aurais vraiment aimé que le ministre nous en dise un peu plus long sur les entretiens qu'il a eus avec les représentants de la Communauté économique européenne. Par exemple, j'aimerais savoir où en est la question très importante de l'accès à des marchés qui pourraient fort bien nous être fermés. Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit le ministre de la situation relative à Berlin—du moins d'après ce que j'en ai compris. Je crois que nous devons donner notre appui au chancelier Brandt, qui, à l'époque où nous vivons, se montre homme d'État plein de réalisme, de dévouement et de bon sens.

J'aimerais aussi dire au ministre qu'il a tout à fait raison de dire que sans l'appui de l'organisme multinational que constitue l'OTAN, le chancelier Brandt n'aurait jamais pu aller aussi loin qu'il l'a déjà fait dans le sens de la détente, si importante, avec la République démocratique d'Allemagne. Quoi que réserve l'avenir, si cet homme, son peuple et son gouvernement parviennent à un *modus vivendi* avec la République démocratique, de quel droit le Canada regarderait-il cette évolution si prometteuse d'un mauvais œil? A mon avis, il est capital que l'OTAN se joigne à ce mouvement, et accorde son appui et sa collaboration au chancelier Brandt.

• (2.20 p.m.)

Le ministre aurait pu être un peu plus prolixe au sujet de ses entretiens avec M. Schuman, ministre des Affaires étrangères de France. Des progrès intéressants ont été enregistrés à certains moments dans les relations entre les hommes d'État canadiens et français, bien qu'on n'en ait pas toujours fait état en public. Le ministre aurait pu nous renseigner un peu plus à ce sujet, mais le fait que des entretiens aient eu lieu est déjà, en soi, quelque chose de positif.

J'ai noté, par ailleurs, que le ministre a mentionné le Japon lorsqu'il a fait état du communiqué de l'OTAN. Cette mention revêt une grande importance, car il existe entre le Japon et le Canada une grande communauté d'intérêts. A mon sens, cette communauté d'intérêts devrait être analysée, encouragée et développée. J'espère qu'à une époque où les rencontres au sommet sont à l'ordre du jour, on songera à inviter le mikado à se rendre en visite officielle au Canada, afin que nous puissions discuter d'une façon plus approfondie de la communauté d'intérêts qui unit nos deux pays.

Je partage l'avis du ministre au sujet de Chypre. Nous devons travailler à résoudre le conflit politique dans cette île. Il est fort attristant de voir se succéder les années, voir que nous avons des troupes à Chypre, faisant autant et même beaucoup plus que d'autres en vue d'y maintenir la paix, et de constater qu'aucun progrès n'est accompli pour ce qui est de rétablir un règlement politique; cela attriste et décourage. J'estime qu'il ne suffit pas d'y avoir des groupes militaires et paramilitaires en état d'alerte.

Nous devons chercher la conciliation ou la médiation pour régler ces problèmes; autrement, j'estime que toute l'activité des Nations Unies s'avère facétieuse, inconsiderée et contraire à celle à laquelle nous voulons donner notre appui.

Je remarque que le ministre a fait allusion à ses discussions avec M. Palamas en Grèce. Ce qui s'est passé en Grèce et pendant longtemps au Portugal nous cause une vive inquiétude; j'ai toutefois l'attitude réaliste qui sied à un conservateur et je me demande souvent ce que nous pourrions faire dans cette conjoncture. Devons-nous parcourir le monde et procéder à quelque test diplomatique au cours duquel nous inscririons les pays purement démocratiques et qui peuvent être compatibles avec nous, en rejetant ceux qui n'atteignent pas cette norme, ou devons-nous nous retirer? Au sein du Commonwealth, y a-t-il des pays qui ne sont pas totalement démocratique—aux Nations-Unies, existe-t-il des nations qui, selon nos normes, ne sont pas totalement démocratiques? Si nous nous laissons mener par un pharisaïsme outré, je me demande ce que nous ferons d'un premier ministre provincial qui fait fi de la façon dont vote le peuple. On ne peut donc pousser l'ostentation trop loin. J'ai toujours cherché à favoriser la détente et la paix, à être un internationaliste réfléchi et raisonnable, mais j'estime qu'au long aller il nous faut souligner encore une fois les réalités de la situation.

Je déplore un fait que le ministre n'a fait qu'effleurer, savoir que les membres du Pacte de Varsovie n'aient pas encore reçu cet homme d'État très éminent qu'est l'ancien secrétaire général de l'OTAN, M. Manlio Brosio. Tant que ce dernier n'aura pas été accueilli par ces pays, comment pouvons-nous espérer que se réalisera bientôt la détente que nous souhaitons tous? Je suis heureux que le ministre ait mentionné le refus qu'essuie M. Brosio. J'espère que ceux qui se donnent pour partisans de la détente de l'Est à l'Ouest s'empresseront d'accueillir ce grand homme d'État afin que, d'une façon réaliste et sensée, ceux d'entre nous qui ont foi dans l'OTAN, et j'espère que le Canada continuera d'y adhérer pendant longtemps, puissent concentrer leurs efforts sur les réels problèmes de l'Europe, prendre des mesures plus énergiques et plus complètes en vue d'assurer la paix dans cette partie du monde et d'établir des relations plus cordiales entre tous les peuples de ce grand continent.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, les députés du parti dont je suis membre sont naturellement heureux que les mesures intéressant l'Europe dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait l'exposé et que nous préconisons depuis longtemps, semblent maintenant se réaliser. Je songe ici à la conférence de la sécurité européenne et à une réduction équilibrée de part et d'autre des forces en Europe qui ont été proposées.

A mon avis, les meilleures nouvelles internationales dont on nous ait fait part récemment sont celles qui concernent les progrès sur la question de Berlin car, à mon sens, et je m'entends là-dessus avec le ministre, Berlin tient la clé de relations normales et paisibles en Europe, et de fait pour ce qui est de la situation de l'Europe dans le monde. A moins qu'on ne mette fin à l'affrontement nucléaire il ne saurait y avoir de paix durable au cœur de l'Europe. Je suis heureux que dans sa déclaration le ministre ait rendu hommage au chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, M. Brandt, car j'estime que son «ost-politik» a ouvert la porte à la raison dans les relations entre les puissances européennes. De cela, je lui rends moi aussi hommage.